

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/203314]

7 JUNI 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, dans le cadre de l'octroi d'une allocation de garantie de revenus au chômeur qui est indemnisé dans le régime des travailleurs à temps partiel volontaires, et qui reprend le travail à temps partiel

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *i*, remplacé par la loi du 14 février 1961;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 21 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre au Budget, donné le 15 avril 2013;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence concernant le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Vu l'avis 53.238/1 du Conseil d'Etat, donné le 23 mai 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 46, § 4, alinéa 3, 3^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, remplacé par l'arrêté royal du 28 juillet 2006 et modifié par l'arrêté royal du 21 mai 2013, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o le travailleur à temps partiel volontaire qui, lors de sa reprise de travail, en application de l'article 104, § 1^{er}bis, bénéficie d'une allocation de garantie de revenu; ».

Art. 2. A l'article 55, 1^o, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 25 mai 1993 et 22 novembre 1995, les mots "avec maintien des droits" sont supprimés dans la dernière phrase.

Art. 3. A l'article 72, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 2006, les mots "avec maintien des droits" sont supprimés.

Art. 4. A l'article 74bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 23 novembre 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1^o) au § 2, alinéa 4, les mots "ou comme travailleur à temps partiel, visé à l'article 104, § 1^{er}bis," sont insérés entre les mots "droits" et « , entraîner »;

2^o) au § 3, alinéa 2, les mots "ou comme travailleur à temps partiel, visé à l'article 104, § 1^{er}bis," sont insérés entre les mots "droits" et « , donner ».

Art. 5. L'article 75, alinéa 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 19 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

"Le travailleur à domicile ne peut bénéficier de l'allocation de garantie de revenus visée à l'article 104, § 1^{er}bis, ou à l'article 131bis."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203314]

7 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden, in het kader van de toekenning van een inkomensgarantie-uitkering aan de werkloze die vergoed wordt in het stelsel van de vrijwillig deeltijdse werknemers, en die deeltijds het werk hervat

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, *i*, vervangen bij de wet van 14 februari 1961;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 21 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 maart 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 15 april 2013;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Gelet op advies 53.238/1 van de Raad van State, gegeven op 23 mei 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 46, § 4, derde lid, 3^o, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 juli 2006, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 mei 2013, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o de vrijwillig deeltijdse werknemer die gedurende de werkherleving in toepassing van artikel 104, § 1bis, gerechtigd is op een inkomensgarantie-uitkering; ».

Art. 2. In artikel 55, 1^o, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 mei 1993 en 22 november 1995, worden in de laatste zin de woorden "met behoud van rechten" geschrapt.

Art. 3. In artikel 72, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 5 maart 2006, worden de woorden "met behoud van rechten" geschrapt.

Art. 4. In artikel 74bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 november 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o) in § 2, vierde lid, worden tussen de woorden "rechten" en ", leiden" de woorden "of als deeltijdse werknemer bedoeld in artikel 104, § 1bis" ingevoegd;

2^o) in § 3, tweede lid, worden tussen de woorden "rechten" en ", leiden" de woorden "of als deeltijdse werknemer bedoeld in artikel 104, § 1bis" ingevoegd.

Art. 5. Artikel 75, vierde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 juni 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De huisarbeider kan geen inkomensgarantie-uitkering, bedoeld in artikel 104, § 1bis of in artikel 131bis, genieten."

Art. 6. L'article 78ter, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, la dispense visée à l'alinéa précédent ne porte pas préjudice aux obligations qui découlent du statut de travailleur à temps partiel, qui bénéficie d'une allocation de garantie de revenu, ou du statut de chômeur temporaire, si le travailleur reçoit des allocations pour les heures de chômage temporaire. ».

Art. 7. A l'article 104 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1°) le § 1^{er}, dernier alinéa, remplacé par l'arrêté royal du 13 décembre 1996, est supprimé.

2°) il est inséré un § 1^{er}bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Par dérogation au § 1^{er}, le chômeur, qui bénéficie de demi-allocations conformément à l'article 103, peut en cas de reprise de travail en vertu d'un contrat de travail à temps partiel, et pour la période pendant laquelle il est lié par ce contrat de travail, uniquement prétendre à une allocation de garantie de revenu pour les heures de chômage complet.

Le montant de l'allocation de garantie de revenu est calculé conformément aux dispositions de l'article 131bis, §§ 1^{er}, 2bis et 3.

Par dérogation à l'article 131bis, § 1^{er}, 2°, 3° et 6°, le travailleur ne doit être inscrit comme demandeur d'emploi que pour un emploi qui, selon les critères, fixés par le Ministre en vertu de l'article 51, est convenable pour un travailleur à temps partiel volontaire et il ne doit être disponible que pour ces emplois convenables.

Toutefois, l'allocation de garantie de revenu ne peut pas être accordée, si la durée hebdomadaire ne répond pas aux dispositions de l'article 11 bis, alinéas 4 et suivants de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail."

Art. 8. L'article 114, § 8, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 23 juillet 2012, est complété par l'alinéa suivant, rédigé comme suit :

"Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, dans le cas visé à l'article 104, § 1^{er}bis, est entendu comme "montant journalier" le montant qui est obtenu par l'application de la formule "(demi-allocation/6) x le nombre de demi-allocations prévu dans le régime d'allocations hebdomadaire visé à l'article 103". L'arrondissement du résultat se fait soit au cent supérieur, soit au cent inférieur selon que la fraction d'un cent atteint ou n'atteint pas 0,5 ».

Art. 9. L'article 117, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1995, est remplacé par la disposition suivante;

"Pour l'application de l'article 116 au travailleur à temps partiel volontaire, une reprise de travail qui répond aux conditions de l'article 33, 1°, est assimilée à une reprise de travail comme travailleur à temps plein, pour autant que, durant la reprise de travail, le travailleur n'ait pas perçu une allocation de garantie de revenu en application de l'article 104, § 1^{er}bis."

Art. 10. A l'article 131bis, § 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 mai 1993 et modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1994, 8 août 1997, 8 avril 2003 et 25 juin 2008, la phrase introductive est remplacée par la disposition suivante;

« § 1^{er}. Le travailleur à temps partiel avec maintien des droits, à l'exception du travailleur visé à l'article 29, § 2, 1°, e), peut, pendant la durée de son occupation à temps partiel, pour les heures de chômage complet, uniquement prétendre à une allocation de garantie de revenu. L'allocation de garantie de revenu est seulement due, s'il satisfait aux conditions suivantes : ».

Art. 6. Artikel 78ter, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De vrijstelling bedoeld in het vorig lid doet evenwel geen afbreuk aan de verplichtingen die voortvloeien uit het statuut van deeltijdse werknemer, die een inkomensgarantie-uitkering geniet, of uit het statuut van tijdelijk werkloze, indien de werknemer uitkeringen ontvangt voor de uren van tijdelijke werkloosheid. ».

Art. 7. In artikel 104 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) § 1, laatste lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 13 december 1996, wordt opgeheven;

2°) er wordt een § 1bis ingevoegd, luidende :

"§ 1bis. In afwijking van paragraaf 1 kan de werkloze die halve uitkeringen geniet overeenkomstig artikel 103, in geval van werkherleving ingevolge een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid, voor de periode tijdens dewelke hij verbonden is door deze arbeidsovereenkomst, slechts voor de uren van volledige werkloosheid aanspraak maken op een inkomensgarantie-uitkering.

Het bedrag van de inkomensgarantie-uitkering wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 131bis, §§ 1, 2bis en 3.

In afwijking van artikel 131bis, § 1, 2°, 3° en 6°, moet de werknemer slechts ingeschreven zijn als werkzoekende voor een arbeidsbetrekking die, overeenkomstig de criteria die, door de Minister werden bepaald krachtens artikel 51, passend is voor een vrijwillig deeltijdse werknemer en moet hij slechts beschikbaar zijn voor deze passende betrekkingen.

De inkomensgarantie-uitkering kan evenwel niet toegekend worden indien de wekelijkse arbeidsduur niet beantwoordt aan de bepalingen van artikel 11 bis, vierde en volgende leden van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. ».

Art. 8. Artikel 114, § 8, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 juli 2012, wordt aangevuld met het volgende lid, luidende :

« Voor de toepassing van het eerste lid wordt, in het geval bedoeld in artikel 104, § 1bis, als "dagbedrag" verstaan het bedrag dat bekomen wordt door de toepassing van de formule "(halve daguitkering/6) x het aantal halve uitkeringen voorzien in het wekelijks uitkeringsstelsel bedoeld in artikel 103". Het aldus bekomen bedrag wordt afgerond tot de hogere of lagere cent naargelang het gedeelte van een cent al dan niet 0,5 bereikt. ».

Art. 9. Artikel 117, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van artikel 116 op de vrijwillig deeltijdse werknemer wordt een werkherleving die beantwoordt aan de voorwaarden van artikel 33, 1°, gelijkgesteld met een werkherleving als voltijdse werknemer, voor zover de werknemer gedurende de werkherleving geen inkomensgarantie-uitkering in toepassing van artikel 104, § 1bis ontving. ».

Art. 10. In artikel 131bis, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 mei 1993 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1994, 8 augustus 1997, 8 april 2003 en 25 juni 2008, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De deeltijdse werknemer met behoud van rechten, uitgezonderd de werknemer bedoeld in artikel 29, § 2, 1°, e), kan, gedurende zijn deeltijdse tewerkstelling, slechts voor de uren van volledige werkloosheid aanspraak maken op een inkomensgarantie-uitkering. De inkomensgarantie-uitkering is enkel verschuldigd, indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden : ».

Art. 11. A l'article 133, § 1^{er}, 3^o du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 mai 1993 et modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1995, la phrase introductive est remplacée par la disposition suivante :

« 3^o le travailleur à temps partiel avec maintien des droits et le travailleur à temps partiel visé à l'article 104, § 1^{er}bis : ».

Art. 12. A l'article 137, § 2, 1^o, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 mai 1993 et modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1995, les mots "avec maintien des droits" sont supprimés.

Art. 13. L'article 15, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois, la dispense visée à l'alinéa précédent ne porte pas préjudice aux obligations qui découlent du statut de travailleur à temps partiel qui bénéficie également d'une allocation de garantie de revenus, ou du statut de chômeur temporaire, si le travailleur perçoit des allocations pour les heures de chômage temporaire."

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2013.

Art. 15. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Art. 11. In artikel 133, § 1, 3^o, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 mei 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1995, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o de deeltijdse werknemer met behoud van rechten en de deeltijdse werknemer bedoeld in artikel 104, § 1bis : ».

Art. 12. In artikel 137, § 2, 1^o, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 mei 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1995, worden de woorden "met behoud van rechten" geschrapt.

Art. 13. Artikel 15, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De vrijstelling bedoeld in het vorige lid doet evenwel geen afbreuk aan de verplichtingen die voortvloeien uit het statuut van deeltijdse werknemer, die eveneens een inkomensgarantie-uitkering geniet of uit het statuut van tijdelijk werkloze, indien de werknemer uitkeringen ontvangt voor de uren van tijdelijke werkloosheid. »

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2013.

Art. 15. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/203268]

10 JUIN 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mai 2007, fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i), remplacé par la loi du 14 février 1961;

Vu la loi du 1^{er} août 1985 contenant des dispositions sociales, l'article 132, modifié par les lois des 14 août 1986, 29 décembre 1990, 30 mars 1994, 13 février 1998, 6 juin 2010 et 28 décembre 2011;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise; notamment l'article 18, § 7, modifié par l'arrêté royal du 28 décembre 2011;

Vu l'avis du Conseil national du Travail, donné le 23 avril 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mars 2013;

Vu l'avis n° 53.359/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'arrêté du 3 mai 2007 introduit un régime dérogatoire pour les entreprises en restructuration qui ferment toute une unité technique d'exploitation ou un segment complet d'activité, mais la notion de « segment d'activité » n'étant pas encore définie, que ce régime entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2013 et les employeurs et les travailleurs concernés devant avoir aussi vite que possible la certitude quant à l'application de ce régime dérogatoire;

que, sans définition, ce régime dérogatoire est imprécis et par conséquent non-exécutable;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203268]

10 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelag

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i), vervangen bij de wet van 14 februari 1961;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, artikel 132, gewijzigd bij de wetten van 14 augustus 1986, 29 december 1990, 30 maart 1994, 13 februari 1998, 6 juni 2010 en 28 december 2011;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelag, inzonderheid artikel 18, § 7, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 december 2011;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 23 april 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, gegeven op 28 maart 2013;

Gelet op advies nr. 53.359/1 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat het besluit van 3 mei 2007 een afwijkende regeling invoert voor ondernemingen in herstructurering die een volledige technische bedrijfseenheid of activiteitensegment sluit, maar het begrip 'activiteitensegment' nog niet is gedefinieerd, dat deze regeling in werking treedt vanaf 1 januari 2013 en de betrokken werkgevers en werknemers zo snel mogelijk zekerheid dienen te verwerven over de toepassing van deze afwijkende regeling;

dat deze afwijkende regeling zonder definiëring onduidelijk is en daardoor niet uitvoerbaar;